

SERMA GROUP

Société Anonyme

14, rue Galilée - 33600 PESSAC

**Rapport des commissaires aux
comptes sur les comptes
consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2017

Florence RANOUX	Jean Michel ROUBINET
61 quai de Paludate	19 boulevard Alfred Daney
33800 BORDEAUX	33000 BORDEAUX

SERMA GROUP

Société Anonyme

14, rue Galilée

33600 PESSAC

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2017

Aux actionnaires de la société Serma Group,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société SERMA GROUP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Serma Group

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. ⁴⁴

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Ecart d'acquisition et dépréciation :

Les notes 1.5 et 1.9 de l'annexe décrivent les règles et méthodes comptables relatives aux écarts d'acquisition et à leur dépréciation.

Nous avons obtenu les éléments probants justifiant l'existence et l'évaluation des montants comptabilisés dans les comptes, et justifiant l'absence de dépréciation. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Indemnité de départ à la retraite :

La note 1.15 de l'annexe décrit les règles et méthodes comptables relatives aux engagements en matière de départ à la retraite.

Nous avons obtenu les éléments probants justifiant l'évaluation des montants comptabilisés dans les comptes, et justifiant l'absence de dépréciation. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Serma Group

Crédit d'impôt recherche :

La note 2.6 de l'annexe décrit l'impact sur le compte de résultat des frais de recherche et du crédit d'impôt recherche.

Nous avons obtenu les éléments probants justifiant l'existence et l'évaluation des montants comptabilisés dans les comptes. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur

Serma Group

ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

Serma Group

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Bordeaux, le 9 avril 2018

Les commissaires aux comptes

Florence RANOUX	Jean Michel ROUBINET
	

SERMA GROUP
COMPTES CONSOLIDES
au 31 Décembre 2017

- SOMMAIRE -

RESULTAT CONSOLIDE.....	2
BILAN CONSOLIDE.....	3
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	4
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	5
NOTES ANNEXES	6

RESULTAT CONSOLIDE

en K€	Notes	31/12/2017		31/12/2016	
		12 mois		12 mois	
Chiffre d'affaires	2-1	97 311	100,0%	89 546	100,0%
Production stockée et immobilisée	2-2	1 051	1,1%	1 881	2,1%
Achats consommés	2-3	-8 548	-8,8%	-8 635	-9,6%
Sous traitance	2-3	-8 309	-8,5%	-10 395	-11,6%
Marge Brute		81 506	83,8%	72 397	80,8%
Charges externes	2-4	-11 618	-11,9%	-10 844	-12,1%
Valeur ajoutée		69 888	71,8%	61 553	68,7%
Impôts et taxes		-2 276	-2,3%	-1 994	-2,2%
Charges de personnel	2-5	-52 439	-53,9%	-47 238	-52,8%
Autres produits et charges d'exploitation	2-6	7 497	7,7%	6 643	7,4%
Excédent brut d'exploitation		22 670	23,3%	18 964	21,2%
Dotations aux amortissements	2-7	-2 181	-2,2%	-1 931	-2,2%
Dotations/Reprises aux provisions et dépréciations	2-7	-90	-0,1%	186	0,2%
Résultat d'exploitation	2-8	20 399	21,0%	17 220	19,2%
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun	2-9				
Charges et produits financiers	2-10	-47	0,0%	-93	-0,1%
Résultat courant avant impôt		20 353	20,9%	17 127	19,1%
Résultat exceptionnel	2-11	-152	-0,2%	-1 191	-1,3%
Impôts sur les résultats	2-12	-4 188	-4,3%	-3 338	-3,7%
Résultat net des entreprises intégrées		16 012	16,5%	12 598	14,1%
Quote-part dans les résultats des entreprises MEQ	3-05				
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	3-01			-1 036	-1,2%
Résultat net des activités en cours de cession	2-13				
Intérêts des minoritaires		0	0,0%	0	0,0%
Résultat net du groupe		16 012	16,5%	11 562	12,9%
Résultat par action	2-14	13,92		10,05	
Résultat dilué par action	2-14	13,92		10,05	

BILAN CONSOLIDE

ACTIF (en K€)	Notes	31/12/2017 net	31/12/2016 net
Ecarts d'acquisition	3-1	5 684	5 131
Immobilisations incorporelles	3-2	961	459
Immobilisations corporelles	3-3	8 829	7 739
Immobilisations financières	3-4	701	551
Titres mis en équivalence	3-5		
Actif immobilisé	3-6	16 174	13 880
Stocks et en-cours	3-7	5 654	5 487
Clients et comptes rattachés	3-8	25 803	22 186
Autres créances et comptes de régularisation	3-9	22 002	16 088
Impôt différé actif	3-10	781	580
Valeurs mobilières de placement	3-11	3 754	6 165
Disponibilités	3-11	13 976	8 297
Actif circulant		71 971	58 803
Actifs détenus en vue d'être cédés	3-12		
TOTAL ACTIF		88 145	72 684

PASSIF (en K€)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Capital		2 301	2 301
Primes		4 389	4 389
Réserves consolidées		28 526	24 696
Résultat consolidés		16 012	11 562
Autres			
Capitaux propres (Part du groupe)	3-13	51 228	42 948
Intérêts minoritaires	3-13	0	0
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	3-13	51 228	42 948
Autres fonds propres	3-14	110	110
Pour risques et charges	3-15	2 411	3 100
Impôt différé passif	3-10	371	244
Ecart d'acquisition			
Provisions		2 781	3 343
Emprunts et dettes financières	3-16	2 916	2 471
Fournisseurs et comptes rattachés	3-17	8 080	7 014
Autres dettes et comptes de régularisation	3-18	23 030	16 798
Dettes		34 026	26 282
Passifs détenus en vue d'être cédés	3-12		
TOTAL PASSIF		88 145	72 684

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

en K€	Notes	31/12/2017 12 mois	31/12/2016 12 mois
OPERATIONS D'EXPLOITATION			
Résultat net consolidé		16 012	11 562
Incidence des sociétés en équivalence			
Dotations, pertes de valeur s/immobilisations		2 181	2 968
Dotations et Reprises des provisions		-693	895
Plus et moins values de cession		6	
Impôts différés		105	-100
Subventions virées au résultat		-2	-41
Autres			
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		17 609	15 284
Variation nette exploitation		57	-1 713
Var° de stock		-22	-1 600
Var° des Créances d'exploit°		-4 819	-1 626
Var° des Dettes d'exploit°		4 898	1 513
Variation nette hors exploitation		346	-2 857
Var° des créances hors exploitation		382	-2 385
Var° des dettes hors exploitation		-36	-472
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT		403	-4 570
Flux net de trésorerie généré par l'activité		18 012	10 714
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Décaist / acquisition immos incorporelles		-742	-207
Décaist / acquisition immos corporelles		-2 691	-1 917
Encaist / cession d'immos corp et incorp		12	26
Subventions d'investissement encaissés			
Décaist / acquisition immos financières		-328	-190
Encaist / cession immos financières		183	3
Variation BFR sur immobilisations		60	19
Tréso.nette /acquisitions & cessions de filiales		-988	-854
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-4 494	-3 120
OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation de capital ou apports			
Dividendes versés aux actionnaires de la mère		-7 709	-2 991
Dividendes versés aux minoritaires			
Variation des autres fonds propres			
Encaissements provenant d'emprunts		974	609
Remboursement d'emprunts		-1 282	-1 303
Variation du compte courant		-2 464	-3 922
Variation des frais financiers			
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-10 481	-7 607
VARIATION DE TRESORERIE		3 037	-13
TRESORERIE A L'OUVERTURE		14 454	14 479
Incidences des variations de taux de change		-24	-12
TRESORERIE A LA CLOTURE		17 467	14 454
VARIATION DE TRESORERIE		3 037	-13

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en K€	Notes	Capital social 3-13	Primes d'émission	Réserves et résultat consolidées 3-13	Autres 3-13	Capitaux propres (Groupe)	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Capitaux propres clôture n-2		2 301	4 389	27 699		34 389		34 389
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture n-2 corrigée		2 301	4 389	27 699		34 389		34 389
Opérations sur capital								
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur titres auto-détenus								
Ecarts de conversion				-12		-12		-12
Dividendes				-2 991		-2 991		-2 991
Résultat net de l'exercice				11 562		11 562		11 562
Résultat enregistré directement en capitaux propres								
Variation de périmètre								
Autres		0	0	0		0	0	0
Capitaux propres clôture n-1		2 301	4 389	36 258		42 948	0	42 948
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture n-1 corrigée		2 301	4 389	36 258		42 948	0	42 948
Opérations sur capital								
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur titres auto-détenus								
Ecarts de conversion				-24		-24		-24
Dividendes				-7 709		-7 709		-7 709
Résultat net de l'exercice				16 012		16 012		16 012
Résultat enregistré directement en capitaux propres								
Variation de périmètre								
Autres				0		0	0	0
Capitaux propres clôture n		2 301	4 389	44 538		51 228	0	51 228

NOTES ANNEXES

0. FAITS MARQUANTS

0.1. Faits caractéristiques de l'exercice

Sur l'exercice, le fait majeur concerne l'acquisition de la société AW2S. Le coût d'acquisition a été de 1 251K€. L'écart d'acquisition s'élève à 543 K€.

L'Assemblée générale Extraordinaire de Serma Technologies du 21 décembre 2017 a approuvée à effet du 31 décembre l'apport partiel d'actif de la branche complète et autonome d'activité « Technologies » au profit de la société SERMA CLT, filiale détenue à 100%. Cette opération devant permettre d'améliorer la lecture de la performance économique de cette dernière et de structurer l'organisation juridique du Groupe par la mise en place d'une société holding active ayant des fonctions précises au sein du Groupe et de filiales métier opérationnelles placées au même niveau.

Elle a également approuvé le changement de dénomination sociale. Ainsi Serma Technologies devient Serma Group et Serma CLT, Serma Technologies.

De plus, sur l'exercice le groupe a appliqué le Règlement de l'ANC n°2015-05 du 2 juillet 2015. L'application de ce règlement a conduit à reclasser les gains et pertes de change sur créances et dettes commerciales en résultat d'exploitation. L'incidence s'élève à 166 K€.

0.2. Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture ne mérite d'être signalé.

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

1.1. Principes comptables

Les comptes consolidés sont établis conformément aux principes comptables édictés par la loi n° 85-11 du 3 janvier 1985, de son décret d'application du 17 février 1986 et du règlement du CRC 99-02 homologué par arrêté du 22 juin 1999.

Les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Le groupe SERMA GROUP est coté sur le marché "EURONEXT GROWTH", marché non réglementé.

Outre les points présentés en faits caractéristiques, les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes.

1.2. Périmètre et méthode de consolidation

• Méthodes de consolidation

Les comptes des sociétés dans lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Il résulte :

-soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre entreprise ;

-soit du droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires.

Dans l'intégration globale, le bilan consolidé reprend les éléments du patrimoine de la société consolidante, à l'exception des titres des sociétés consolidées à la valeur comptable desquels est substitué l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés déterminés selon les règles de consolidation.

Toutes les opérations et résultats internes au groupe significatives réalisées entre les sociétés consolidées du groupe sont éliminées (créances, dettes, ventes et achats....).

• **Périmètre de consolidation**

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Sociétés	Siret	Siège social	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation
SERMA GROUP	380 712 828	14 Rue Galilee 33 608 PESSAC	Mère	Mère	Mère
SERMA TECHNOLOGIES	824 110 613	14 Rue Galilee 33 608 PESSAC	100%	100%	IG
SERMA SAFETY and SECURITY	812 203 479	14 Rue Galilee 33 608 PESSAC	100%	100%	IG
SERMA INGENIERIE	378 457 857	Rue de l'Aussonnelle – Au village 31700 CORNEBARRIEU	100%	100%	IG
AW2S	754 013 746	BAT H, 375 Avenue de Tivoli – 33110 LE BOUSCAT	100%	100%	IG
ID-MOS	440 324 085	14 Rue Galilee 33 608 PESSAC	100%	100%	IG
HCM-SYSTREL	440 958 270	Avenue Joliot Curie 17180 Perigny	100%	100%	IG
Serma GMBH		Südwespark 70 D-90449 NUREMBERG	100%	100%	IG
Productivity Engineering GmbH		7, Behringstrasse 71083 HERRENBERG Allemagne	100%	100%	IG
SERMA INTERNATIONAL		Cité Technologique - El Ghazala- Route de Raoued Km 3,5 - 2088 ARIANA (Tunisie)	100%	100%	IG

IG : Intégration globale

Il n'existe pas d'entités ad hoc selon le sens du règlement n° 99-02 du CRC

1.3. Date de clôture des comptes

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes annuels des sociétés consolidées au 31 Décembre. Toutes les sociétés clôturent au 31 Décembre.

Les états financiers des sociétés du groupe sont établis selon les règles comptables applicables dans leur pays d'origine et sont le cas échéant retraités afin d'être en harmonie avec les normes du groupe.

1.4. Conversion des états financiers en devises

Toutes les entités du groupe sont implantées en zone euro, sauf Serma International. Cette société établie des états financiers en Dinar Tunisien. Sa monnaie de fonctionnement est également cette même monnaie. Les Etats financiers ont été convertis selon la méthode du taux de clôture. Les taux retenus sur l'exercice ont été :

- Taux de clôture : 0,339236 euros pour 1 Dinar Tunisien
- Taux moyen : 0,339236euros pour 1 Dinar Tunisien
- Taux d'ouverture : 0,407997euros pour 1 Dinar Tunisien

1.5. Ecart d'acquisition

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition. Lorsque l'écart d'acquisition est positif, il représente ou comprend la fraction du prix payée en contrepartie des avantages que procure la prise de contrôle de l'entreprise.

Les écarts d'acquisition positifs font l'objet de tests de dépréciation annuels, dont les modalités sont décrites à la note 1.9.

1.6. Immobilisations incorporelles

• Frais de développement

Le groupe a opté pour la méthode préférentielle de comptabilisation des frais de développement à l'actif du bilan.

Dans tous les cas, les éléments activés résultent de projets clairement identifiés dont les coûts peuvent être nettement individualisés et affectés aux projets, ainsi que mesurés de façon fiable.

La faisabilité technique de ces projets a été démontrée et ces produits sont destinés à une utilisation ou une commercialisation ultérieure.

Ces projets ont fait l'objet d'études d'utilité ou de commercialisation et les ressources tant financières qu'humaines nécessaires à l'aboutissement du projet peuvent être mises en œuvre. Les avantages économiques futurs générés peuvent être estimés supérieurs aux coûts engagés.

•Immobilisations incorporelles

Dans le poste immobilisations incorporelles, figurent également des droits d'utilisation de logiciel. Ces derniers sont amortis sur une durée de 1 à 5 ans

1.7. Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à la valeur d'entrée dans le patrimoine, compte tenu des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée des biens comme suit :

- Matériel Industriel 3 à 10 ans
- Agencements 5 à 10 ans

- Matériel de Bureau 3 à 5 ans
- Mobilier 5 ans

1.8. Location-financement

Les contrats de location-financement, dont les conditions s'apparentent à un achat assorti d'un crédit, font l'objet des retraitements suivants dans les comptes consolidés :

- Enregistrement des biens concernés en immobilisations à l'actif,
- Comptabilisation en contrepartie des emprunts correspondants au passif,
- Annulation des redevances enregistrées en charges d'exploitation et comptabilisation des charges financières afférentes aux emprunts,
- Constatation des amortissements des immobilisations conformément aux méthodes du Groupe.

Les contrats de location-financements sont identifiés selon les modalités définies par la recommandation de l'ordre des experts comptables n°29. Cette recommandation reconnaît un contrat de « location-financement » lorsqu'un des critères suivants est identifié :

- Le contrat prévoit le transfert obligatoire de la propriété au preneur au terme de la durée du bail.
- Le contrat prévoit le transfert de la propriété au terme de la durée du bail sur option, et les conditions d'exercice de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail.
- La durée du bail recouvre l'essentiel de la durée de vie du bien dans les conditions d'utilisation du preneur.
- La valeur actualisée des paiements minimaux est proche de la juste valeur du bien loué à la date de conclusion du bail.

Les durées d'amortissement retenues pour le retraitement des biens financés en contrat location-financement sont calculées selon les mêmes méthodes que les autres biens.

1.9. Immobilisations : Dépréciation

Lorsqu'il existe un quelconque indice que la valeur actuelle d'un actif (immobilisation incorporelle ou corporelle) pourrait être inférieure à sa valeur nette comptable, alors la valeur actuelle de l'actif est évaluée et, le cas échéant, une perte de valeur est constatée. Qu'il y ait un indice de perte de valeur ou non, un test annuel de pertes de valeur des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et des immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être utilisées est effectué, en comparant leur valeur nette comptable à leur valeur actuelle.

En matière d'actifs individuels, les indices de perte de valeur proviennent essentiellement d'une diminution des valeurs de marché, d'une obsolescence technique ou d'une modification prévue dans leur utilisation. La valeur actuelle est généralement basée sur la valeur de marché. En matière de tests de pertes de valeur au niveau du Groupe, les actifs non financiers sont regroupés dans le plus petit groupe d'actifs identifiables qui génère des flux de trésorerie.

Ces groupes d'actifs sont définis en prenant en compte la manière dont sont gérées les activités du Groupe. Pour le groupe Serma technologies, ces groupes d'actifs peuvent être analysés par entité juridique. Chaque entité reflète un groupe d'actif homogène.

Cette approche permet d'avoir des groupes d'actifs dont les entrées de trésorerie sont largement indépendantes des entrées de trésorerie des autres groupes d'actifs. Les groupes d'actifs auxquels des écarts d'acquisition ont été attribués sont testés annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent une dépréciation possible. Ceux qui n'ont pas d'écart d'acquisition sont testés s'il existe des indicateurs spécifiques de pertes de valeurs.

La valeur actuelle est la valeur la plus élevée entre la valeur d'usage et la valeur vénale diminuée des coûts de cession. Pour la plupart des groupes d'actifs, la valeur actuelle est basée sur la valeur d'usage, égale au

montant des flux de trésorerie futurs actualisés en fonction d'un Coût Moyen Pondéré du Capital (CMPC). Les flux de trésorerie futurs des groupes d'actifs sont basés sur des prévisions à cinq ans auxquelles s'ajoute une valeur terminale évaluée à partir des prévisions de flux de trésorerie actualisés par le CMPC. Les taux d'actualisation utilisés sont compris entre 12,3 % et 27,7 %.

En cas de constatation d'une perte de valeur, l'écart d'acquisition est déprécié en premier. Le solde éventuel est ensuite imputé aux autres actifs au prorata de leur valeur nette comptable à la date de clôture. Lorsque les circonstances conduisant à constater une perte de valeur des actifs ont cessé d'exister, la perte de valeur correspondante est reprise, à l'exception de celle relative aux écarts d'acquisition. Les variations de pertes de valeur sont enregistrées dans les autres produits et charges d'exploitation, sauf lorsqu'elles figurent dans les éléments non récurrents.

Sur l'exercice, aucune dépréciation n'a été constatée.

1.10. Immobilisations Financières

Les immobilisations financières figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou d'apport.

1.11. Stocks

• **Matières premières**

Les stocks de matières et consommables utilisés dans le cycle de production sont évalués selon la méthode du premier entré-premier sorti (FIFO).

• **En cours de biens et de services**

Des travaux en cours sont constatés à la clôture de l'exercice en fonction du nombre d'heures d'étude affectées au projet.

La valorisation est effectuée en affectant aux heures facturables le coût de la main d'œuvre directe et l'ensemble des frais indirects de production identifiables.

a) **Contrats à long terme**

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement lorsque les éléments suivants sont réunis :

- Le montant global du contrat peut être évalué de façon fiable ;
- Le pourcentage d'avancement du projet peut faire l'objet d'une évaluation lors de l'arrêté des comptes ;
- Les temps d'études et les coûts peuvent être identifiés de façon fiable.

Dans cette méthode, les produits correspondant au contrat sont pris en compte en fonction de l'avancement des études à la date de l'arrêté des comptes, mesuré en fonction des lots (ou sous-affaires) livrés à la clôture de l'exercice.

Aucune dépréciation directe n'est constatée sur les en-cours. Toutefois, une éventuelle évolution défavorable de la marge sur les lots restant à fournir est prise en compte dans la valorisation à la clôture.

b) **Autres contrats**

Les études de courte durée terminées et non encore facturées à la date de clôture de l'exercice, font l'objet d'une comptabilisation en « facture à établir » et le montant correspondant figure dans le poste client.

Les études non terminées à la date de clôture de l'exercice et dont la remise intervient au cours des premiers mois de l'exercice suivant la clôture des comptes, sont comptabilisées selon la méthode de l'achèvement.

Le produit est comptabilisé intégralement sur l'exercice d'achèvement de la prestation.

Une dépréciation est constituée si un dépassement du devis initial est identifié.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur marchande du stock est inférieure à son coût d'achat.

1.12. Créances - dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'un actif est inférieure à sa valeur comptable.

En particulier, pour l'appréciation de la valeur d'inventaire des postes clients, les soldes dus à la clôture dont l'objet d'un examen individuel et les dépréciations nécessaires sont constatées s'il apparaît un risque de recouvrement.

1.13. Valeurs mobilières de placement

La gestion de la trésorerie du groupe est faite dans une optique de prudence auprès d'organismes de placement collectifs en valeurs mobilières opérant sur le marché monétaire. Le groupe n'est donc pas exposé aux risques de marché sur le capital placé. Seul le rendement obtenu des excédents de trésorerie placés est exposé au risque de taux.

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur coût d'achat ou de souscription hors frais accessoires.

Des dépréciations sont constatées le cas échéant lorsque cette valeur devient inférieure à la valeur probable de réalisation.

1.14. Provision pour risques et charges

Un passif est un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Si elle satisfait aux conditions de comptabilisation d'un passif, une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisées quant à leur objet et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Les provisions pour risques et charges sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions pour risques et charges sont rapportées en totalité au résultat quand les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

1.15. Indemnité de départ à la retraite

Les engagements en matière d'indemnité de départ à la retraite sont conformes aux obligations légales et réglementaires en la matière en France et découlent de l'application du code du travail et de la convention collective applicable à chaque entité consolidée du groupe à savoir la convention de la métallurgie (industries).

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles. Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	Hypothèses 12/2017	Hypothèses 12/2016
Taux d'actualisation	1,45 %	1,36 %
Taux de croissance des salaires	Entre 1 % et 3 %	Entre 1 % et 3 %
Taux de Charges sociales	Entre 42 et 45 %	Entre 42 et 45 %
Age de Départ en retraite	En fonction de l'année de naissance du salarié entre 60 et 65 ans	En fonction de l'année de naissance du salarié entre 60 et 65 ans
Taux de mortalité	Table INSEE 2017	Table INSEE 2014

Les modifications liées à l'évolution de la législation ont été traitées comme un changement de plan. L'incidence est amortie sur 25 ans correspondant à la durée moyenne résiduelle d'acquisition des droits.

1.16. Dettes financières

Les dettes financières sont constituées de l'ensemble des emprunts et avances consentis à la société. En contrepartie de l'inscription à l'actif des investissements financés au moyen de contrats de crédit-bail une dette est enregistrée au passif afin de représenter le crédit conventionnellement obtenu pour le financement de ces biens.

1.17. Impôts différés

Le calcul de l'imposition différée est réalisé selon la méthode du report variable pour les différences temporaires existant entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et des passifs figurant au bilan.

En période de déficit fiscal, des actifs nets d'impôts différés ne sont maintenus au bilan consolidé que si les prévisions de l'entreprise mettent en évidence un retour proche aux bénéficiaires.

Le taux d'impôt retenu est de 33,33%. Le taux d'impôt de 25% a été retenu pour les échéances d'impôt à plus d'un an. Au titre de cet exercice 2017, l'effet de ce changement de taux est de -73 k€.

1.18. Subventions publiques

Les subventions publiques ne font l'objet d'une comptabilisation en compte de résultat que lorsqu'il existe une assurance raisonnable que :

- l'entreprise pourra se conformer aux conditions d'octroi des subventions ;
- les subventions sont perçues.

Les subventions d'équipement sont présentées au bilan en comptabilisant la subvention comme un produit constaté d'avance.

Les crédits d'impôt recherche sont comptabilisés dans le poste subventions d'exploitation.

1.19. Résultat exceptionnel

Les éléments comptabilisés dans le résultat exceptionnel ont été réalisés selon les modalités définies dans le plan comptable général français.

Ainsi, les éléments exceptionnels correspondent aux produits et charges résultant d'évènements ou d'opérations clairement distincts des activités ordinaires de l'entreprise et qui ne sont pas, en conséquence, censés se reproduire de manière régulière et fréquente.

1.20. Information sectorielle

L'activité "service" peut être analysée par entité juridique. Chaque entité reflète une activité homogène de "services".

1.21. Résultat par action

Le calcul du résultat par action est réalisé en tenant compte du nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice compte tenu des dates d'émission des nouveaux titres de capital en cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en tenant compte de l'ensemble des instruments financiers potentiellement dilutifs à compter soit de l'ouverture de l'exercice soit de leur date d'émission lorsqu'elle intervient au cours de l'exercice.

1.22. Information relative aux parties liées

Le groupe communique dans son annexe, à la note 4.4, l'ensemble des transactions entre parties liées.

2. Informations relatives au compte de résultat

2.1. Analyse sectorielle du chiffre d'affaires

• Ventilation par secteur d'activité

Ventilation par secteur d'activité (en K€)	31/12/2017 12 mois	31/12/2016 12 mois
Serma Technologies (Hors groupe)	44 628	37 544
Safety (Hors groupe)	7 137	3 865
Serma Ingenierie + AW2S (Hors groupe)	21 337	21 498
Idmos (Hors groupe)	9 972	9 587
HCM-SYSTREL (Hors groupe)	10 369	8 037
Serma GMBH (Hors groupe)	775	5 394
Productivity Engineering (Hors groupe)	3 068	3 595
International (Hors groupe)	25	26
Autres	0	0
Total	97 311	89 546

•Ventilation par secteur géographique

Ventilation par secteur géographique (en K€)	31/12/2017 12 mois	31/12/2016 12 mois
France	77 922	72 824
Europe en Zone Euro	18 688	16 033
Europe hors Zone Euro	676	663
hors Zone Euro	25	26
Opérations inter secteurs		
Autres	0	0
Total	97 311	89 546

2.2. Production stockée et immobilisée

Analyse du poste (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Production stockée	-237	1 342
Production Immobilisée	1 288	539
Produits versés sur opération à LT		
Total	1 051	1 881

2.3. Achats consommés

Analyse du poste (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Achats matières premières & autres appro.	8 336	8 335
Variation stocks matières premières & aut. ap	-274	-168
Achats de marchandises	519	482
Variation stocks de marchandises	-33	-14
Achats de sous-traitance	8 309	10 395
Total	16 857	19 030

2.4.Charges externes

Analyse du poste (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Achats non stockés, Matériel et Fournitu	1 415	1 212
Autres services extérieurs	4 288	4 157
Autres charges externes	5 915	5 475
Total	11 618	10 844

2.5.Charges de personnel

- Ventilation des charges de personnel

Ventilation des charges de personnel (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Rémunération du personnel	35 891	32 197
Charges sociales	15 322	13 938
Participation	1 226	1 103
Total	52 439	47 238

Le montant du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) s'élève au titre de l'exercice à 1 428k€ contre un montant de 1 030 K€ pour l'exercice précédent. La politique comptable retenu par le groupe a été de comptabiliser ce crédit d'impôt en diminution des charges sociales du compte de résultat.

L'utilisation par le groupe de ce crédit d'impôt est conforme aux objectifs prévus par le code général des impôts CGI art. 244 quater C.

Au titre de l'exercice, l'excédent du CICE non imputé sur l'impôt sur les sociétés constitue une créance.

- Analyse des effectifs

Répartition	31/12/2017	31/12/2016
Cadres	664	593
Non Cadres	237	243
Total	901	836

2.6. Autres produits et charges d'exploitation

Analyse du poste (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Subvention d'exploitation	7 058	6 351
Autres produits de gestion	46	245
Gain de change	125	
Transfert de charges	574	332
Autres		
Total autres produits	7 803	6 928
Risques et charges		
Pertes sur créances		276
Perte de change	292	
Autres	14	10
Total autres Charges	306	285
Total	7 497	6 643

Sur l'exercice, le groupe a comptabilisé 20 912 K€ en frais de recherche, contre 18 879 K€ en N-1. Les coûts engagés ont été comptabilisés dans le compte de résultat.

Le groupe a bénéficié de crédits impôt recherche. Ceux-ci s'élèvent à 6 408 K€, contre 5 750 K€ au titre de l'exercice précédent. Ces crédits d'impôt sont enregistrés en subvention d'exploitation.

2.7. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Analyse du poste (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Immobilisations incorporelles	305	126
Immobilisations corporelles	1 876	1 805
Autres		
Total dotations aux amortissements	2 181	1 931
Provisions Risques et charges	174	133
Dépréciation stocks	108	109
Dépréciation créances	39	2
Reprise provisions risques & charges	-166	-182
Reprise dépréciation sur Stocks	-60	
Reprise dépréciation sur créances	-5	-248
Autres	0	0
Total dotations /reprises	90	-186

2.8. Analyse sectorielle du résultat d'exploitation

Ventilation par secteur d'activité (en K€)	31/12/2017 12 mois	31/12/2016 12 mois
Serma Technologies	2 238	1 726
Safety	3 210	2 949
Serma Ingénierie et AW2S	9 511	7 845
Idmos	2 831	2 551
HCM-SYSTREL	2 019	1 468
Serma GMBH	8	68
Productivity Engineering	530	579
International	52	34
Autres	0	0
Total	20 399	17 220

2.9. Quote-part de résultat sur opérations faites en commun

Sur les deux périodes le groupe n'enregistre aucune quote-part de résultat sur opérations faites en commun.

2.10. Charges et produits financiers

• Analyse du Coût de l'endettement financier net

Analyse du coût de l'endettement financier net (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		
Gains ou pertes sur cession de VMP de tn	32	37
Autres gains et pertes	37	52
Produits de trésorerie et d'équivalents de	69	89
Coût de l'endettement financier brut		
Charges d'intérêt sur financement	-83	-155
Autres gains et pertes s/endettement	-5	-4
Coût de l'endettement financier brut	-89	-159
Coût de l'endettement financier net	-20	-70

•Analyse des Autres produits et charges financiers

Analyse (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Produits financiers		
Dividendes	0	
Profit s/cession titres non consolidés		
Ecart de conversion		190
Reprise sur provision et dépréciation		
Transfert de charges financières		
Autres produits financiers		1
Charges financières		
Perte s/cession titres non consolidés		
Ecart de conversion		-182
Dépréciation de titres non consolidés	-27	-31
Autres charges financières		
Autres produits et charges financiers	-27	-23

• Analyse des Produits et charges financières

Analyse (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Coût de l'endettement financier net	-20	-70
Autres produits et charges financières	-27	-23
Charges et produits financiers	-47	-93

2.11. Résultat exceptionnel

Analyse du poste (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Produits Exceptionnels		
Sur opération de gestion	36	28
Sur ex. antérieurs	8	1
Produits cession d'éléments d'actifs	189	26
Subventions virées au résultat		
Autres produits exceptionnels	394	86
Reprises de provision	774	
Transferts de charges exceptionnelles		
Correction d'erreur		
Produits Exceptionnels	1 400	140
Charges Exceptionnelles		
sur opération de gestion	618	118
Charges sur exercices antérieurs	1	20
VNC des éléments d'actifs cédés	198	26
Autres charges exceptionnelles	691	207
Dotations aux provisions	46	960
Charges exceptionnelles	1 553	1 331
Résultat exceptionnel	-152	-1 191

En 2016, le résultat exceptionnel enregistre principalement la dépréciation complémentaire relative à la société GMBH pour 730K€.

Depuis mars 2017, la société Serma Safety and Security fait l'objet d'une attention accrue de son autorité de tutelle qui a requis des standards plus exigeants concernant la qualité des rapports ainsi que la mise en place d'un plan d'actions drastique et contraignant. Le coût de ce plan d'actions exceptionnel évalué à 266 K€. De plus, l'arrêt de l'activité Serma GMBH génère des coûts exceptionnels net de 629 K€, compensés par la reprise sur provision de 730 K€.

2.12. Impôts sur les résultats

- Ventilation de l'impôt sur les résultats

Ventilation de de l'impôt sur les résultats (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Résultat net consolidé	16 012	11 562
Impôt exigible	4 084	3 439
Crédit d'impôt		
Impôts différés	104	-100
Autres		
Total charge d'impôts	4 188	3 338
Taux effectif	20,7%	22,4%

- Analyse du taux effectif d'imposition

Analyse du taux effectif d'imposition (en K€)	31/12/2017		31/12/2016	
		%		%
Impôt théorique	6 733	33,3%	4 967	33,3%
Effet taux entité étranger+ I. contribut*	-12		-27	
Effet des taux d'imposition	73		7	
Différences permanentes	30	0,1%	78	0,5%
Amort. Ecart acquisition			588	3,9%
Prime de non conversion				
Dégrevement d'impôt				
Crédit d'impôt	-2 636	-13,0%	-2 275	-15,3%
Incidences I. exigible périodes antérieurs				
Autres				
Total charge d'impôts	4 188	20,7%	3 338	22,4%

- Analyse de l'impôt sur les résultats par nature de résultat

Analyse de l'impôt sur les résultats (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Impôt sur Résultat courant	4 239	3 492
Impôt sur Résultat exceptionnel	-51	-154
Impôt sur Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession		
Total charge d'impôts	4 188	3 338

2.13. Résultat net en cours de cession

Au titre de cette période et de la période précédente, il n'existe pas d'activités en cours de cession.

2.14. Résultat par action

(en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Résultat net part du groupe	16 012	11 562
Résultat par action avant dilution		
Résultat par action (en euros)	13,92	10,05
Nombre moyen d'actions	1 150 536	1 150 536
Résultat par action après dilution		
Résultat par action (en euros)	13,92	10,05
Nombre moyen d'actions	1 150 536	1 150 536

3. Informations relatives au compte de bilan

3.1. Ecart d'acquisition

• Analyse des écarts d'acquisition par activité

Analyse par activité (en K€)	Amort./		31/12/2017		31/12/2016	
	Brut	dépréciation	Net	Net	Net	Net
Serma Technologies	622	201	421	421	421	421
Safety	870	82	788	788	778	778
Serma Ingénierie + AW2S	2 598	1 562	1 036	1 036	493	493
ID-Mos	834	489	345	345	345	345
HCM-SYSTREL	2 686	503	2 183	2 183	2 183	2 183
Serma GMBH	3 437	3 437				
Productivity Engineering	1 039	128	911	911	911	911
Autres	0	0	0	0	0	0
Total	12 087	6 403	5 684	5 684	5 131	5 131

• Analyse variation des écarts d'acquisition

Analyse variation (en K€)	Amort./ 31/12/2017		31/12/2016	
	Brut	dépréciation	Net	Net
A l'ouverture de l'exercice	11 533	6 403	5 130	4 898
Acquisition				
Cession				
Effets variation de périmètre	554		554	684
Amortissement				-1 035
Dotation Pertes de valeurs				
Ecart de conversion				
Autres	0	0	0	584
A la clôture de l'exercice	12 087	6 403	5 684	5 131

Au titre de l'exercice 2016, une dépréciation exceptionnelle de 1 035 K€ a été réalisée sur le montant de l'écart d'acquisition de la société GMBH. L'écart d'acquisition est déprécié à 100%

En 2016, la ligne « Autre » concerne le reclassement des fonds de commerce et parts de marchés en écart d'acquisition selon l'application du Règlement de l'ANC n° 2015-07 du 23 novembre 2015 modifiant l'annexe du règlement n° 99-02 du 29 avril 1999 du comité de la réglementation comptable modifié relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques.

De plus l'écart d'acquisition dégagé pour l'acquisition de la société AW2S s'élève à 543K€.

3.2. Immobilisations incorporelles

• Analyse des immobilisations incorporelles par poste

Analyse du poste (en K€)	Amort./ 31/12/2017		31/12/2016	
	Brut	dépréciation	Net	Net
Frais d'établissement				
Frais de développement	1 528	996	532	88
Concessions, brevets, licences	2 815	2 401	414	365
Droit au bail				
Fonds de commerce				
Autres immobilisations incorporelles	5	5		
Immobilisations incorp. en cours	4		4	6
Avances et acomptes s/ immo incorp.	11		11	
Total	4 363	3 403	961	459

• Analyse de la variation des immobilisations incorporelles

Analyse variation (en K€)	Amort./ 31/12/2017		31/12/2016	
	Brut	dépréciation	Net	Net
A l'ouverture de l'exercice	3 615	3 156	459	963
Acquisition	743		743	207
Cession	-318	-318		
Effets variation de périmètre	324	260	64	1
Amortissement		305	-305	-127
Dotation Pertes de valeurs				
Reprises Pertes de valeurs				
Ecart de conversion				
Autres	0	0	0	-584
A la clôture de l'exercice	4 363	3 403	961	459

Pour l'exercice 2016, la ligne « Autre » concerne essentiellement le reclassement des fonds de commerce et parts de marchés en écart d'acquisition selon l'application du Règlement de l'ANC n° 2015-07 du 23 novembre 2015 modifiant l'annexe du règlement n° 99-02 du 29 avril 1999 du comité de la réglementation comptable modifié relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques.

• Analyse des immobilisations en cours

Analyse du poste (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
	Net	Net
Banc test		
Site Périgny	4	6
Autres	0	0
Total	4	6

3.3. Immobilisations corporelles

• Analyse des immobilisations corporelles par poste

Analyse du poste (en K€)	Amort./ 31/12/2017		31/12/2016	
	Brut	dépréciation	Net	Net
Terrains	360		360	360
Constructions	985	569	416	452
Installations tech, mat et outillages ind.	20 960	15 280	5 679	4 971
Autres immobilisations corporelles	6 040	4 731	1 310	1 141
Immeubles de placement				
Immobilisations corporelles en cours	1 030		1 030	775
Avances et acomptes s/ immo corp.	34		34	40
Total	29 408	20 580	8 829	7 739

• Analyse de la variation des immobilisations corporelles

Analyse variation (en K€)	Brut	Amort./ 31/12/2017		31/12/2016	
		dépréciation	Net	Net	Net
A l'ouverture de l'exercice	26 665	18 925	7 740	7 437	
Acquisition	2 935		2 935	2 109	
Cession	-359	-343	-16	-26	
Effets variation de périmètre	176	127	49	25	
Amortissement		1 876	-1 876	-1 805	
Dotations Pertes de valeurs					
Reprises Pertes de valeurs					*
Ecart de conversion	-8	-7	-2	-1	
Autres	0	0	-1	0	
A la clôture de l'exercice	29 408	20 580	8 829	7 739	

• Analyse biens pris en contrat location financement

Analyse du poste (en K€)	Brut	Amort./ 31/12/2017		31/12/2016	
		dépréciation	Net	Net	Net
Immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations tech, mat et outillages ind.	928	928			
Autres immobilisations corporelles	1 201	819	382	299	
Total	2 129	1 748	382	299	

3.4. Immobilisations financières

• Analyse des immobilisations financières par poste

Analyse du poste (en K€)	Brut	31/12/2017		31/12/2016	
		Dépréciation	Net	Net	Net
Titres de participations	329		329	194	
Créances ratt. à des participations non co					
Autres titres immobilisés	1		1	1	
Prêts					
Autres immobilisations financières	371		371	357	
Total	701		701	551	

Les autres immobilisations financières correspondent essentiellement à des dépôts et cautionnements.

- Analyse de la variation des immobilisations financières

Analyse variation (en K€)			31/12/2017	31/12/2016
	Brut	Dépréciation	Net	Net
A l'ouverture de l'exercice	551		551	363
Acquisition	329		329	190
Cession	-184		-184	-3
Effets variation de périmètre	5		5	
Amortissement				
Pertes de valeurs				
Ecart de conversion				
Autres	0		0	0
A la clôture de l'exercice	701		701	551

- Analyse par échéance

Analyse par échéance (en K€)			31/12/2017	31/12/2016
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Moins de 12 mois				
1 à 5 ans				
Plus de 5 ans	371		371	357
Non destiné à la vente	330		330	194
Autre	0		0	0
Total	701		701	551

3.5. Titres mis en équivalence

Le groupe ne détient aucun titre sur lequel le groupe exerce une influence notable.

3.6. Analyse sectorielle des actifs immobilisés

- Analyse par activité des actifs immobilisés

Ventilation par secteur d'activité (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
	Net	Net
Serma Group et Serma Technologies	4 749	4 820
Safety	1 667	1 720
Serma Ingenierie + AW2S	3 641	2 140
Id-Mos	683	629
HCM - SYSTREL	3 853	3 551
Serma GMBH		6
Productivity Engineering GmbH	1 576	1 006
Serma International	5	8
Autres activités	0	0
Total Net	16 174	13 880

♦Ventilation par secteur géographique

Ventilation par secteur géographique (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
	Net	Net
France	14 593	12 860
Europe en Zone Euro	1 576	1 012
Europe hors Zone Euro		
hors Zone Euro	5	8
Opérations inter secteurs		
Autres secteur géographique	0	0
Total Net	16 174	13 880

3.7.Stocks et en-cours

Analyse du poste (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Matières premières	838	529
Encours	4 903	5 065
Produits intermédiaires et finis	232	196
Marchandises	82	49
Total Brut	6 055	5 839
Dépréciations	-400	-352
Total Net	5 654	5 487

*dont stock dont le Groupe s'attend à
recouvrer au-delà de 12 mois
dont stocks nantis*

3.8.Clients et comptes rattachés

Analyse du poste (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Avances et acomptes versés	4	16
Clients et comptes rattachés	25 890	22 226
Dépréciations	-90	-56
Total Net	25 803	22 186

Dont créances à plus de 12 mois

3.9. Autres créances et comptes de régularisation

- Analyse des Autres créances et comptes de régularisation

Analyse du poste (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Créances sociales	87	74
Créances fiscales	3 905	2 819
Charges payés d'avance d'activité	814	452
Comptes courants débiteurs	16 855	12 315
Créances Impôt société	301	399
Créances sur cession d'immos		
Débiteurs divers	40	29
Charges payés d'avance hors activité		
Capital souscrit appelé non versé		
Instruments dérivés actif		
Charges à répartir et		
Prime de remboursement obligations		
Ecarts de conversion actif		
Total Brut	22 002	16 088
Dépréciations		
Total Net	22 002	16 088

- Analyse par échéance

Analyse par échéance (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Moins de 12 mois	22 002	16 088
1 à 5 ans		
Plus de 5 ans		
Total Net	22 002	16 088

3.10. Impôts différés

- Analyse de l'impôt différé par catégorie

Analyse par catégorie (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Différence liées aux règles fiscales	810	782
Retraitement des comptes sociaux	324	425
Annulation des écritures fiscales	-723	-870
Elimination internes		
Autres Opération de consolidation		
Ecart d'évaluation		
Déficits et crédits d'impôts		
Autres	0	0
Total Net	411	337
<i>Dont impôt différé actif net</i>	<i>781</i>	<i>580</i>
<i>Dont impôt différé passif net</i>	<i>-371</i>	<i>-244</i>

- Analyse de la variation des impôts différés

Analyse variation (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
En début de période	337	236
Résultat	-104	100
Enregistré en capitaux propres		
Ecart d'acquisition	178	
Autre	0	0
Total	411	337

3.11. Valeurs mobilières de placement et disponibilités

- Analyse des Valeurs mobilières de placement et des disponibilités

Analyse du poste (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Sicav OPCVM	3 754	6 165
Actions propres		
Dépréciation		
Total des valeurs mobilières	3 754 (1)	6 165 (1)
Liquidités détenues en banque et caisse	13 976	8 297
Comptes à terme		
Autres		
Disponibilités	13 976	8 297
(1) dont valeur marché	3 754	6 165

- Analyse de la trésorerie groupe et des équivalents de trésorerie

Analyse du poste (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Valeurs mobilières de placement	3 754	6 165
Disponibilités	13 976	8 297
Total Actif	17 730	14 462
Découverts bancaires "ponctuels"	-263	-8
Trésorerie et équivalent de trésorerie	17 467	14 454

3.12. Actifs et Passifs détenus en vue de la vente

Au titre de cette période et de la période précédente, il n'existe pas d'activités en cours de cession.

3.13. Capitaux propres de l'ensemble consolidé

- Analyse du capital

Les soldes pour chacune des périodes de 2 301 k€ comprend 1 150 536 actions ordinaires d'une valeur nominale de 2 € entièrement libérées, émises et en circulation.

Il n'existe à la clôture de l'exercice aucun plan ni option donnant droit à la souscription d'actions à émettre au profit des salariés du groupe.

•Analyse des réserves non distribuées

Analyse des réserves non distribuées (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Réserves légales	230	230
Réserves statutaires et réglementaires		
Réserves disponibles		
Réserves consolidées	23 574	15 460
Titres auto-détenus		
Report à nouveau	4 722	9 006
Acompte sur dividendes		
Résultat de la période	16 012	11 562
Total	44 538	36 258

3.14. Autres fonds propres

• Analyse des autres fonds propres

Analyse du poste (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Emprunt OSEO		
Autre	110	110
Total	110	110

•Analyse par échéance

Analyse par échéance (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Moins de 12 mois		
1 à 5 ans	110	110
Plus de 5 ans		
Total	110	110

3.15. Provision pour risques et charges

- Analyse des provisions pour risque et charges

Analyse du poste (en K€)	31/12/2016	Dotations	Reprises Montants utilisés	Reprises Montants non utilisés	Variation de périmètre	Autres	31/12/2017
Garanties données							
Risques et charges commerciaux							
Risques et charges sociaux							
Risques fiscaux							
Indemnités de fin carrières	1 864	133	-171		4		1 830
Autres avantages postérieurs à l'emploi							
Autres risques et charges	1 236	113	-768				581
Restructuration							
Autres	0						0
Total	3 100	246	-939		4		2 411
<i>Dont résultat exploitation</i>		<i>174</i>	<i>-165</i>				<i>9</i>
<i>Dont résultat financier</i>		<i>27</i>					<i>27</i>
<i>Dont résultat exceptionnel</i>		<i>45</i>	<i>-774</i>				<i>-729</i>
		246	-939				-693

La principale évolution concerne une dotation aux provisions pour charges relatives à des litiges salariaux et commerciaux et également la reprise de la provision relative à la société GMBH.

- Analyse de l'obligation en matière des autres avantages postérieurs à l'emploi :

Analyse du poste (en K€)	Total 31/12/201	Total 31/12/201
	7	6
Obligations à l'ouverture	1 864	1 543
Changement d'estimation		
Coût des services rendus		94
Coût financier	27	31
Variation de périmètre	4	
Gains et pertes actuariels	-76	185
Amortissement du changement de plan	11	11
Obligation à la clôture	1 830	1 864

Le changement de plan de l'exercice 2007, génère une incidence de 280 500 €. Ce montant est amorti sur 25 ans correspondant à la durée moyenne résiduelle d'acquisition des droits. Le montant restant à amortir au 31 décembre s'élève à 157 K€.

3.16. Emprunts et dettes financières

Les emprunts ont été souscrits dans le cadre des programmes d'investissement de la société dont certains font l'objet de garanties réelles sur les investissements financés.

• Analyse des Emprunts et dettes financières

Analyse du poste (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 155	2 150
Dettes participations des salariés		
Dettes sur location financement	382	310
Dettes financières diverses	115	
Découverts bancaires	263	8
Intérêts courus non échus	1	2
Autres		
Total Net	2 916	2 471

• Analyse par échéance

Analyse par échéance (en K€)	Moins de 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts obligataires				
Emprunts auprès des établissements de crédit	924	1 231	0	2 155
Dettes participations des salariés				
Dettes sur location financement	180	202	0	382
Dettes financières diverses	40	75	0	115
Découverts bancaires	263		0	263
Intérêts courus non échus	1		0	1
Total au 31/12/2017	1 408	1 508	0	2 916
Total au 31/12/2016	966	1 504	1	2 471

• Analyse de la variation

Analyse des variations (en K€)	31/12/2016	Ressources	Emplois	Variation périmètre	Autres	Total
Emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 150	974	-1 091	121	0	2 155
Dettes participations des salariés						
Dettes sur location financement	310	243	-171		0	382
Dettes financières diverses			-18	133	0	115
Découverts bancaires	8				255	263
Intérêts courus non échus	2				-1	1
Autres						
Total au 31/12/2017	2 471	1 217	-1 280	254	254	2 916
Total au 31/12/2016	2 889	800	-1 303		85	2 471

• Analyse par risque

Analyse par risque (en K€)	Taux variable	Taux fixe	Total	Euros	Autres devises	Total
Emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédit	396	1 759	2 155	2 155	0	2 155
Dettes participations des salariés						
Dettes sur location financement		382	382	382	0	382
Dettes financières diverses		115	115	115	0	115
Découverts bancaires	263	0	263	263	0	263
Intérêts courus non échus		1	1	1	0	1
Autres						
Total au 31/12/2017	659	2 257	2 916	2 916	0	2 916
Total au 31/12/2016	536	1 935	2 471	2 470	1	2 471

3.17. Fournisseurs et comptes rattachés

Analyse du poste (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Avances et acomptes reçus	420	81
Fournisseurs et comptes rattachés	7 659	6 933
Total Net	8 080	7 014

dont échéances au-delà de 12 mois

3.18. Autres dettes et comptes de régularisation

- Analyse des Autres dettes et comptes de régularisation

Analyse du poste (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes sociales	9 725	8 052
Dettes fiscales	7 741	5 898
Produits comptabilisés d'avance d'activité	2 546	1 928
Fournisseurs d'immobilisations	146	86
Comptes courants créditeurs	2 843	768
Dettes impôt sur les sociétés		
Dettes diverses	28	64
Produits comptabilisés d'avance hors activité		2
Ecart de conversion passif		
Total net	23 030	16 798

- Analyse par échéance

Analyse par échéance (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Moins de 12 mois	23 030	16 798
1 à 5 ans		
Plus de 5 ans		
Total	23 030	16 798

4. Autres Informations

4.1. Principaux engagements hors bilan et opérations non inscrites au bilan

- Engagements hors bilan donnés

Engagements hors-bilan donnés (en K€ - montants non actualisés)	31/12/2017	31/12/2016
Nantissement titres /fonds commerce	364	459
Autres nantissements		194
Cautions sur prêts souscrits	57	109
Cautions fournisseurs	117	120
Effets escomptés non échus		
Intérêts courus non échus	40	72
Autres		
Engagements hors-bilan donnés	578	954

Le protocole d'acquisition de la société AW2S signé le 13 avril 2017, prévoit le versement de compléments de prix 2017 et 2018 à verser à l'issue de l'assemblée ordinaire annuelle d'approbation des comptes de la société clos au 31 décembre de chaque année concernée. Les modalités de calcul de ces compléments de prix sont inscrits dans le protocole. Un complément de prix d'un montant global et maximum de 300 000 € est également prévu au protocole avec un paiement au plus tard le 6 juillet 2020.

• Engagements hors bilan reçus

Engagements hors-bilan reçus (en K€ - montants non actualisés)	31/12/2017	31/12/2016
Cautions, avals et garanties		
Emprunts non utilisés	373	262
Subventions		
Cautions groupe Serma sur emprunt CRCAM		
Autres		
Engagements hors-bilan donnés	373	262

• Engagements hors bilan réciproques

Engagements hors-bilan réciproques (en K€ - montants non actualisés)	31/12/2017	31/12/2016
Location "simple" de biens immobiliers		
Charge au titre de l'exercice	1 171	987
Engagement de location		
- loyers à versés à 1 an	1 172	1 014
- loyers à versés à +1 an et -5 ans	5 230	3 992
- loyers à versés à +5 ans	657	837
Engagements hors-bilan donnés	7 059	5 843

4.2.. Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés de couverture du risque de taux d'intérêt se détaillent comme suit :

(en K€)	Contrat 1 HCM
Nominal	364
Date D'opération	oct.-12
Date de maturité	oct.-21
Taux receveur	EUR 3M
Taux payeur	0,50%
Valeur de marché	-8

4.3. Variation de périmètre

(en K€)	31/12/2017
1-Détermination de l'Ecart d'acquisition	
Coût d'acquisition des titres	1 234
Achat de titres	1 200
Frais d'acquisition net d'impôt	34
Quote-part des capitaux propres à la juste valeur à la date d'acquisition	691
Ecart d'acquisition	543
2-Juste valeur des capitaux propres	
Immobilisations incorporelles	65
Immobilisations corporelles	50
Immobilisations financières	5
Stock Exploitation	145
Clients	143
Autres créances	566
Disponibilités	278
Total Actif	1 252
Capitaux propres hors groupe	
Dettes	561
Impôts différés	
Concours bancaires courants	
Total Passif	561
Juste valeur des capitaux propres	691
Contribution de l'ent. Acquisée depuis les dates d'acquisition	
au Chiffre d'affaires du groupe	1 830
au résultat groupe	480
Information s/l'ent. Acquisée depuis le début de l'exercice	
au Chiffre d'affaires sur une période de 12 mois	2 063
au résultat groupe sur une période de 12 mois	401

4.4. Autres informations

• Opérations avec les parties liées

Les opérations avec les parties liées sont :

- Opérations conclues avec la société « Financière Ampère Galilée »

Les sociétés du périmètre de consolidation ont conclu avec la société « Financière Ampère Galilée » une convention d'assistance technique, administrative et commerciale. A ce titre, la société « Financière Ampère Galilée » ont facturé au cours de l'exercice un montant de 1 304 K€ contre 1 351 K€ sur l'exercice antérieur.

- Opérations conclues avec les sociétés «SCI » (Bâtiments situés à Pessac et à La Rochelle)

Les sociétés du périmètre de consolidation ont conclu avec les sociétés « SCI » des baux commerciaux d'une durée de 9 ans ferme. Au titre de l'exercice, les loyers facturés s'élèvent à 989 K€ et les charges locatives refacturés à 83 K€. Un montant de dépôt et cautionnement de 246 k€ a été versé.

• **Rémunération des dirigeants**

La rémunération allouée aux dirigeants n'est pas fournie car cela conduirait à donner directement la rémunération individuelle

• **Exposition aux risques de change**

Le groupe opérant principalement dans la zone "€uro" n'est exposé que marginalement aux risques de change.

• **Exposition aux risques environnementaux**

Compte tenu de la nature même de ses activités, le groupe n'est pas confronté à des risques environnementaux.

• **Honoraires des commissaires aux comptes**

Sur l'exercice, Le groupe SERMA TECHNOLOGIES a comptabilisé les honoraires suivants au titre :

- du contrôle légal des comptes :

- Mazars 96 K€
- in extenso 49 K€
- Autres 8 K€

- des services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes 0 K€.